



COMMISSION EUROPEENNE

[SEUL LE TEXTE PRONONCE FAIT FOI]

José Manuel Durão Barroso

Président de la Commission européenne

Discours du Président Barroso: Retrouver la fierté d'être Européens

Remise de la Médaille d'Or de la Fondation Jean Monnet pour l'Europe
Lausanne, 17 octobre 2014

Monsieur le Président de la Fondation Jean Monnet pour l'Europe, cher José Maria Gil-Robles

Monsieur le Président du Conseil européen, cher Herman Van Rompuy

Monsieur le Président du Parlement européen, cher Martin Schulz

Monsieur le Recteur de l'Université de Lausanne, cher Dominique Arlettaz

Mesdames et Messieurs,

Chers amis,

José Maria Gil-Robles disait que ce n'est pas tous les jours que l'on peut accueillir au même moment et au même endroit les présidents en fonction des trois institutions politiques principales de l'Union européenne.

Je dirai pour ma part que ce n'est pas tous les jours que l'on peut avoir le privilège, au même moment et au même endroit, de ressentir trois grandes émotions à la fois.

Tout d'abord émotion d'avoir l'honneur de recevoir la Médaille d'Or d'une fondation créée par l'un des grands bâtisseurs de l'Union européenne, Jean Monnet, homme à l'intelligence vive, au parcours singulier et à la personnalité attachante. Homme pour lequel j'ai une admiration toute particulière et dont les Mémoires restent une source inépuisable de réflexion pour notre avenir.

Pendant mes deux mandats à la tête de la Commission Européenne, j'ai eu plusieurs occasions d'honorer le grand héritage de Jean Monnet. C'est pourquoi j'ai décidé d'attribuer son nom à la Salle du Collège, la salle la plus emblématique de notre Berlaymont.

Emotion aussi de partager cet honneur avec Herman Van Rompuy et Martin Schulz. Et je voudrais dire combien j'ai apprécié de travailler avec chacun d'eux dans une période très exigeante, peut-être même la plus exigeante depuis les débuts de l'intégration européenne. L'excellente coopération entre nos trois institutions a été un facteur clé pour aider l'Europe à surmonter des moments qui furent souvent dramatiques.

Enfin émotion d'être ici en Suisse, pays auquel je suis très attaché. C'est un peu ma deuxième patrie, celle de l'approfondissement de ma formation intellectuelle européenne, celle où j'ai eu le bonheur de travailler avec l'une des grandes figures intellectuelles du 20ème siècle mais aussi l'une des grandes figures de la réflexion européenne, Denis de Rougemont.

Donc merci à tous du fond de cœur pour ce moment très particulier. Et je veux aussi saluer le travail remarquable de la Fondation Jean Monnet, entièrement dédiée à un projet qui, plus d'un demi-siècle après ses tout premiers pas, demeure le projet le plus visionnaire de l'histoire récente, une expérience absolument unique.

Lorsque j'étais à Oslo, le 10 décembre 2012, avec Herman Van Rompuy et Martin Schulz, pour la remise du prix Nobel de la Paix à l'Union européenne, j'ai tenu précisément à souligner en quoi le projet européen est unique.

Il est unique parce qu'il a pu concilier la légitimité d'États démocratiques à la légitimité d'institutions supranationales, dont la Commission européenne, qui protègent l'intérêt général européen et donnent corps à notre communauté de destin. Il est unique parce qu'il a su développer - aux côtés du Conseil européen - une démocratie transnationale sans pareille, avec le Parlement européen directement élu.

Et au cours de ces dernières années alors que j'ai eu l'honneur de présider la Commission européenne, j'ai pu directement apprécier le rôle tout à fait singulier de la Commission au sein de cette architecture européenne. La Commission a toujours eu, et continuera à avoir, un rôle indispensable permettant de prendre en compte et de concilier la diversité des situations entre nos pays.

C'est ainsi que, lorsque des opinions parfois très éloignées sur la sortie de crise se sont exprimées entre des pays aux performances et aux cultures économiques diverses; la Commission a toujours veillé à assurer une indispensable synthèse. Synthèse entre solidarité et responsabilité. Solidarité de ceux qui pouvaient garantir l'effort de stabilisation financière et responsabilité de ceux qui devaient rassurer les marchés sur leur capacité à contrôler le dérapage de leurs finances publiques et à mener d'indispensables réformes pour la croissance et la création des emplois.

C'est cette vision de l'Europe que nous avons défendu tout au long de ces années, une Europe unie et forte, une Europe de la solidarité collective et de la responsabilité individuelle, une Europe de la stabilité et de la croissance. Non pas une croissance factice, nourrie de dettes, mais une croissance durable reposant sur des finances publiques saines, et stimulées par des réformes structurelles et des investissements ciblés sur l'éducation, l'innovation, la recherche, et les infrastructures pan-européennes.

Chers amis,

Il est vrai comme l'a souligné Gil-Robles qu'il y a eu au cours de ces années des tentations intergouvernementales. Mais il est vrai aussi que le rôle de la Commission européenne a été renforcé. Parce que la Commission assume un rôle indispensable d'arbitre et de responsable pour la mise en œuvre des décisions.

L'exemple le plus flagrant en est sans aucun doute le Pacte budgétaire intergouvernemental. Tout au long des négociations de ce pacte, les pays se sont tournés vers la Commission, vers son expertise des politiques européennes et vers sa technique législative créative. Et, une fois le pacte adopté, c'est encore vers la Commission que les pays se sont tournés pour assurer une mise en œuvre rigoureuse des objectifs qu'ils s'y sont fixés.

Et le pouvoir d'initiative de la Commission a toujours été maintenu, même s'il nous a fallu surmonter de nombreuses réticences notamment sur l'union bancaire, devenue aujourd'hui une réalité.

La vérité est que dans leur réponse à la crise, les pays de l'Union européenne sont en effet allés vers plus d'intégration et non pas moins d'intégration, beaucoup plus d'intégration là où c'était nécessaire, c'est-à-dire une gouvernance économique et fiscale plus intégrée, spécialement dans la zone euro.

Ceci ne veut pas dire que l'Union européenne doit intervenir sur tout. Car, comme je l'ai déjà dit, en anglais d'ailleurs: the European Union needs to be big on big things and smaller on smaller things. Et comment ne pas rappeler alors que nous sommes en Suisse, exemple réussi de fédéralisme décentralisé, qu'il existe un principe démocratique et fédéraliste essentiel qui s'appelle la subsidiarité, et auquel je suis très attaché.

Mais ceci veut dire que nous pouvons et devons aller plus loin dans l'intégration de la zone euro tout en préservant ce que nous avons réalisé tous ensemble, du marché unique aux quatre libertés. Nous devons donc permettre aux pays qui veulent avancer plus vite de ne pas être freinés par ceux qui ne le veulent pas ou ne le peuvent pas. Mais nous ne devons pas permettre une stratification interne, avec des pays de première ou de deuxième classe.

Chers amis,

Nous sommes tous ici des familiers de la méthode des petits pas de Jean Monnet. L'Union européenne a en effet toujours avancé pas à pas. Et ainsi que je l'ai dit dans ma conférence d'Humboldt, à laquelle Gil-Robles a eu la gentillesse de se référer, le mode d'évolution de l'Union européenne n'est pas celui de la révolution permanente mais celui de la réforme permanente.

Certaines avancées sont parfois plus grandes que d'autres. Et c'est ce que nous venons de réaliser, dans des conditions très difficiles, avec la plus profonde transformation institutionnelle depuis la création de l'euro. Nous avons ainsi montré notre capacité à dépasser les défis et à relancer l'Europe sur une base plus solide qu'auparavant. C'est dire la résilience de l'Union européenne. C'est dire sa force d'adaptation et d'innovation.

Et, même confrontée à ces graves défis internes, l'Union européenne est toujours restée une Union ouverte sur le monde tant dans sa politique de développement, que sa politique étrangère ou bien encore sa politique commerciale. Cela est essentiel, car l'un des éléments fondamentaux du projet européen c'est précisément son ouverture aux autres. Et c'est tout autant une question de valeur, qu'une question d'intelligence stratégique.

Aujourd'hui, la crise n'est pas encore derrière nous, la reprise est fragile, inégale, soumise aussi aux conséquences d'un environnement géopolitique instable. Mais en continuant à mettre l'accent sur les réformes entreprises – réformes de nos structures économiques, des politiques énergétiques et environnementales, réformes des marchés du travail et du marché intérieur – et en dynamisant les investissements, nous pourrons apporter aux citoyens européens les résultats concrets qu'ils attendent.

Et nous le savons bien, la légitimité vient des résultats. Les sondages nous le disent assez clairement : les citoyens européens dans leur grande majorité ne se détournent pas de l'Europe mais s'impatientent de résultats qui tardent à se manifester, notamment sur la question cruciale de l'emploi.

Je pense aussi qu'il faut retrouver la fierté d'être Européens, une fierté sans arrogance, mais une fierté légitime.

L'Union européenne n'a rien perdu de son pouvoir d'attractivité, il suffit de regarder à nos portes, à l'Est comme au Sud, pour s'en convaincre. Et nous pouvons nous laisser aller au pessimisme; mais le fait est que nos sociétés, avec tous leurs défauts, sont parmi les sociétés les plus décentes qui soient, soucieuses du respect de la dignité humaine, de l'égalité entre hommes et femmes, de la chance donnée à chacun de réaliser son potentiel, de la qualité de notre environnement et de la possibilité grâce à la science et à l'innovation d'améliorer le bien-être de tous.

Cela s'appelle une culture au sens large du terme; c'est-à-dire un modèle de société, une vision du monde. Et nous pouvons être fiers de notre culture européenne, nous pouvons être fiers de ses grandes réalisations passées et aussi de ses grandes réalisations à venir. Car nous avons de nombreux atouts en main pour pouvoir faire encore ensemble de grandes choses, si nous en avons aussi la volonté commune.

Comme le disait Jean Monnet, il ne s'agit pas d'être optimiste mais déterminé. En effet ne nous y trompons pas, notre unité européenne ne peut pas être considérée comme acquise une fois pour toutes. Il appartient à chacun d'entre nous de sortir de notre zone de confort pour défendre ensemble nos valeurs et nos intérêts.

Je vous remercie de votre attention.